



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

Unité départementale du Calvados

N/Réf. SL/HS – 2020 – A333

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
Société NL LOGISTIQUE sur le territoire des communes
de MONDEVILLE et GIBERVILLE**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 11 janvier 2002 autorisant et réglementant les activités exercées par la société NL LOGISTIQUE ;
- VU** les déclarations de changement d'exploitant, notamment celle du 3 mai 2019, au profit de la société NL Logistique, dont le siège social est situé rue de Madagascar à ROUEN ;
- Vu** le rapport d'inspection transmis le 29 mars 2019 établi suite au contrôle effectué le 21 mars 2019 ;
- Vu** les constats réalisés lors de la visite d'inspection en date du 18 juin 2020 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 18 juin 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 10/07/2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu** la réponse formulée par l'exploitant, par courrier du 31 juillet 2020 ;

Considérant que le site est autorisé à exercer une activité de stockage de matières combustibles dans des entrepôts couverts, représentant une activité à risque incendie importante ;

Considérant que les conditions de stockage au sein des deux bâtiments ont été inversées et ne permettent donc pas le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral qui prescrit un stockage, dans le bâtiment existant, de produits non combustibles ou faiblement combustibles ;

Considérant que les conditions de stockage ont été fixées dans l'arrêté préfectoral, en particulier les quantités maximales de produits combustibles ou inflammables à ne pas dépasser ;

Considérant que les conditions de stockage ne répondent pas aux dispositions de l'arrêté préfectoral, au regard notamment des quantités importantes, et nettement supérieures à celles prescrites, de matières dangereuses (liquides et gaz inflammables, constitués d'alcools de bouche et d'aérosols) au sein du bâtiment « existant » ;

Considérant que les modifications apportées par l'exploitant aux installations n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires justifiant de l'absence d'impact ou de la maîtrise de ce dernier le cas échéant ;

Considérant que les écarts sur les modalités de stockage ont déjà été relevés par l'inspection lors d'un précédent contrôle (21 mars 2019) ;

Considérant que le présent contrôle (18 juin 2020) a relevé que les actions de remédiations attendues pour lever les deux écarts relatifs aux modalités de stockage n'ont pas été menées ;

Considérant que le dernier rapport de vérification semestrielle du système de sprinklage du 18 février 2020 fait état de points de non-conformité récurrentes nécessitant d'être levées au plus vite ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, notamment aux articles 1.4 et 13 et aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2002, notamment aux articles 2.1 ; 4 ; 6 ; 17.1 ; 17.2 ;

Considérant que l'exploitant a présenté dans sa réponse du 31 juillet 2020 un programme d'actions, qui s'il est respecté permet de maintenir un niveau de protection acceptable avec la mise en place de moyens mobiles d'intervention contre l'incendie positionnés à poste fixe ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NL Logistique de respecter les prescriptions des articles sus-visés de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 et de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2002 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados

ARRÊTE

Article 1 :

La société NL Logistique exploitant des entrepôts de stockage de matières combustibles 18 rue Abo Volo - ZAC Est - sur les communes de Mondeville et Giberville est mise en demeure de respecter :

- **un jour franc à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 17.1 « Organisation du stockage » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Cette condition est réputée satisfaite en limitant le stockage en alcools de bouches à 10 tonnes maximum ;
- **un jour franc à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 17.1 « Organisation du stockage » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Cette condition est réputée satisfaite en évacuant les alcools de bouches stockés de façon à rester en deçà des quantités maximales prescrites (10 tonnes) ;
- **sous 1 mois :** les dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2002. Cette condition est réputée satisfaite en s'organisant de manière à détenir à jour un état des produits stockés dans son établissement, permettant de faire le lien avec les rubriques ICPE ;
- **sous 1 mois :** les dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2002. Cette condition est réputée satisfaite en disposant de toutes les fiches de données de sécurité des produits classés dangereux dans son établissement ;
- **au plus tard pour le 24 octobre 2020 :** les dispositions du 6^e paragraphe de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Cette condition est réputée satisfaite en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie de l'établissement à un référentiel en vigueur ou en modifiant les conditions de stockages de telle manière qu'aucune zone d'effet excédant 5 kW/m² ne sorte des limites de l'établissement. Dans ce dernier cas l'exploitant informe le SDIS14 de ces conditions de stockages ;
- **au plus tard pour le 24 octobre 2020 :** les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 17.1, l'article 6 « Conformité aux plans et données techniques ». Cette condition est réputée satisfaite en déplaçant les matières stockées dans les bâtiments dédiés OU en cas d'impossibilité technique les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral, en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation

avec tous les éléments d'appréciation nécessaires justifiant de l'absence d'impact ou de la maîtrise de ce dernier le cas échéant ;

- **au plus tard pour le 24 octobre 2020** : les dispositions de l'article 17.1 « Organisation du stockage ». Cette condition est réputée satisfaite en évacuant les matières dangereuses divers, autres que les alcools de bouche, (gaz et liquides inflammables en particulier) de façon à rester en deçà des quantités maximales (2 tonnes) OU, en cas d'impossibilité technique, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral, en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation avec tous les éléments d'appréciation nécessaires justifiant de l'absence d'impact ou de la maîtrise de ce dernier le cas échéant ;
- **au plus tard pour le 24 octobre 2020** : les dispositions de l'article 4 « Modifications ». Cette condition est réputée satisfaite en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté fera l'objet d'une notification individuelle auprès de l'exploitant par courrier avec accusé de réception.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie et les maires des communes de Mondeville et Giberville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 04/08/2020
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de la commune de Mondeville
- au maire de la commune de Giberville
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie
- au Chef de l'unité Départementale du Calvados_ DREAL Normandie

